

# Chambre des Représentants.

SESSION DE 1894-1895.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE DÉCEMBRE 1894.

FEUILLETON AU 10 JANVIER 1895.

## PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |  |
|------------------------------|--|--|
| 1.                           | 77.                                      | <p>Par pétition datée de Charleroi, le 29 novembre 1894,<br/>Le sieur Colles, à Charleroi, réclame l'intervention<br/>de la Chambre pour obtenir le remboursement de taxes<br/>perçues en trop pour le transport de scories venant de<br/>Blagny-Caregnon.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de<br/>fer, Postes et Télégraphes.</i></p>   |
| 2.                           | 78.                                      | <p>Par pétition datée de Bruxelles, le 30 novembre 1894,<br/>Le président et le secrétaire de la « Société nationale<br/>des Combattants de 1830 », à Bruxelles, rappellent une<br/>pétition antérieure par laquelle ils demandent que les<br/>miliens de 1830 soient assimilés aux volontaires pour<br/>l'obtention de la croix commémorative.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.</i></p> |
| 3.                           | 79.                                      | <p>Par pétition datée d'Anvers, le 29 novembre 1894,<br/>Le sieur Van Suylen, à Anvers, se plaint d'un déni<br/>de justice.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de Justice.</i></p>   |

Numéros  
du  
feuilleton.Numéros  
du registre des  
pétitions.

4.

80.

Par pétition datée d'Ath,

Le sieur Simon, à Ath, demande que les discours prononcés en flamand à la Chambre soient traduits en langue française dans le compte rendu des séances.

DÉCISION : *Renvoi au bureau de la Chambre des Représentants.*

5.

81.

Par pétition datée de Dochamps, le 1<sup>er</sup> décembre 1894, Des habitants de Dochamps réclament la création d'une malle-poste entre Laroche et Lierneux par Mauhay.

124.

Même demande d'habitants de Malempré.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*

6.

82.

Par pétition datée d'Eecloo, le 2 décembre 1894,

Des membres de la société « Boerenbond van Eecloo » émettent le vœu : 1<sup>o</sup> que, dans le cours de la session actuelle, la Législature décide que l'indemnité allouée pour bestiaux enfouis soit étendue à toutes les maladies et portée aux trois quarts de la perte; 2<sup>o</sup> que, dans la même session, la loi de 1882 sur la chasse soit largement modifiée; 3<sup>o</sup> que le droit d'accise sur le tabac indigène soit totalement aboli et que les droits sur le tabac étranger soient maintenus et augmentés.

DÉCISION : *Renvoi à MM. les Ministres de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics, et des Finances.*

7.

84.

Par pétition datée de Liège, le 30 novembre 1894,

Des professeurs de l'Institut royal des sourds-muets et des aveugles de Liège réclament l'intervention de la Chambre, à l'effet d'être rangés à nouveau au nombre des fonctionnaires auxquels l'État alloue une pension et de voir rétablir ce qui existait à leur égard avant 1876.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

8.

85.

Par pétition datée d'Andenne, le 29 novembre 1894,

Le président et le secrétaire du « Syndicat d'instituteurs du canton d'Andenne » proposent diverses

Numéros  
du  
feuilleton.

Numéros  
du registre des  
pétitions.

mesures tendant à améliorer leur position, tant au point de vue du traitement que de la pension.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

9. 87. Par pétition datée de Pont-de-Loup, le 30 novembre 1894,

Le sieur Berger, à Pont-de-Loup, atteint d'infirmités contractées dans l'exercice de ses fonctions, lors d'un accident survenu au charbonnage de cette localité, sollicite un secours.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics.*

10. 88. Par pétition datée d'Anvers, le 23 novembre 1894,

Des habitants d'Anvers réclament l'intervention de la Chambre pour qu'une suite prompte soit donnée à l'appel d'un jugement du tribunal de première instance de Bruxelles, qu'a interjeté un des héritiers de la succession Verhaegen-Van Depel.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

11. 90. Par pétition datée de Houdeng-Aimeries, le 2 décembre 1894,

Les membres du comité de la « Ligue contre le droit de licence », à Houdeng-Aimeries, demandent la suppression du droit de licence sur les nouveaux débits de boissons alcooliques.

96. Même demande de cabaretiers de Silly et de Hellebecq;  
104. du Conseil provincial du Hainaut et de cafe-  
122. tiers, de brasseurs et de commerçants du Centre.

DÉCISION : *Dépôt sur le bureau pendant la discussion de la proposition de loi relative à l'abolition du droit de licence.*

12. 91. Par pétition datée de Gand,

Le président et le secrétaire du « Vlaamsche grieven Comiteit van Gent » réclament l'intervention de la Chambre auprès du Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique pour la prompte création d'un cours de droit civil et de rédaction des actes notariés en langue néerlandaise aux universités de Gand et de Liège.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |  |
|------------------------------|--|--|
| 13.                          | 92.                                      | <p>Par pétition datée de Hingene,<br/>Des membres de la « Zangmaatschappij » de Hingene, demandent l'abolition du tirage au sort et la création d'une armée de volontaires.</p> <p style="text-align: center;">DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.</i></p>   |
| 14.                          | 93.                                      | <p>Par pétition datée de Jupille,<br/>La dame Doffet, à Jupille, expose que son gendre, mis à la disposition du Gouvernement pour vagabondage, a abandonné quatre enfants en bas âge que sa situation précaire ne permet pas d'entretenir. Elle réclame l'intervention de la Chambre pour que ces enfants soient admis dans un établissement charitable de l'État, l'assistance du bureau de bienfaisance lui étant retirée.</p> <p style="text-align: center;">DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p> |
| 15.                          | 94.                                      | <p>Par pétition datée de Herve, le 2 décembre 1894,<br/>Le comité du « Cercle catholique ouvrier de Herve » demande la gratuité du parcours en chemin de fer pour tous les électeurs qui se rendent au scrutin.</p> <p style="text-align: center;">DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p>  |
| 16.                          | 95.                                      | <p>Par pétition datée d'Anvers, le 3 décembre 1894,<br/>Le président et le secrétaire de la « Maatschappij Ontginning der Kempen », à Anvers, demandent que leur société soit, en raison de son caractère philanthropique, mise sur le même pied que les sociétés bénéficiant de subsides de l'État.</p> <p style="text-align: center;">DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics.</i></p>  |
| 17.                          | 101.                                     | <p>Par pétition datée de Maldeghem, le 5 décembre 1894,<br/>Le sieur Verstringhe, à Maldeghem, demande la restauration d'une route de cette localité.</p> <p style="text-align: center;">DÉCISION : <i>Renvoi à MM. les Ministres de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics et de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p>  |

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |  |
|------------------------------|--|--|
| 18.                          | 102.                                     | <p>Par pétition datée de Hoeylaert, le 5 décembre 1894,</p> <p>Le bourgmestre de Hoeylaert réclame l'intervention de la Chambre pour que l'appellation de la gare de Groenendael soit remplacée par celle de « Hoeylaert-Groenendael ».</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.</i></p>  |
| 19.                          | 105.                                     | <p>Par pétition datée de Mons, le 7 décembre 1894,</p> <p>Le Gouverneur du Hainaut transmet le vœu émis par le Conseil provincial de voir la Législature modifier la loi provinciale, en accordant un jeton de présence de 10 francs par séance aux conseillers provinciaux, ainsi que le parcours gratuit en chemin de fer pour les sessions ordinaires et extraordinaires.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p>   |
| 20.                          | 107.                                     | <p>Par pétition datée de Bruxelles, le 9 décembre 1894,</p> <p>Le sieur Janssens, à Bruxelles, demande que les discours prononcés en flamand à la Chambre soient traduits en français dans les <i>Annales parlementaires</i>.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi au bureau de la Chambre.</i></p>   |
| 21.                          | 110.                                     | <p>Par pétition datée de Gand, le 7 décembre 1894,</p> <p>Le président et le secrétaire du « Snellaertskring » de Gand demandent la création, à l'Université de cette ville, d'un cours de droit civil et de rédaction des actes notariés en langue néerlandaise. Ils prient, en outre, la Chambre de voter une loi garantissant au soldat flamand, comparaisant devant le Conseil de guerre ou la Cour militaire, le droit d'être accusé, défendu et jugé dans sa langue.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 22.                          | 111.                                     | <p>Par pétition datée de Bruxelles, le 8 décembre 1894,</p> <p>Le sieur Kistemaeckers, à Bruxelles, se plaint des résultats qu'entraîne une récente circulaire du Ministre des Chemins de fer, qui enjoint aux employés des postes de confisquer ou de retourner aux expéditeurs, tout livre, toute brochure, dont le contenu leur semblerait être de nature pornographique. Il réclame d'inter-</p>   |

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

vention de la Chambre pour faire cesser cet état de choses.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*

- |     |         |  |
|-----|---------|--|
| 23. | 114/90. | <p>Par pétition sans date,</p> <p>Des commerçants et des propriétaires de l'arrondissement de Verviers demandent la prompte abolition du droit de licence. Ils réclament éventuellement la suspension de ce droit pour l'année 1895.</p> <p><i>DÉCISION : Dépôt sur le bureau pendant la discussion de la proposition de loi relative à l'abolition du droit de licence.</i></p> |
| 24. | 117.    | <p>Par pétition datée de Mons, le 7 décembre 1894,</p> <p>Le gouverneur du Hainaut transmet le vœu émis par le Conseil provincial de voir la Législature voter l'amnistie générale en faveur des condamnés à l'occasion des manifestations qui ont eu lieu en vue de l'obtention du suffrage universel.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p>      |
| 25. | 119.    | <p>Par pétition datée de Charleroi, le 11 décembre 1894,</p> <p>Le sieur Gilain, à Charleroi, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir que sa fille et son gendre qui habitent Buenos-Ayres soient rapatriés sans frais.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Affaires étrangères.</i></p>  |
| 26. | 120.    | <p>Par pétition datée de Jumet, le 11 décembre 1894,</p> <p>Le sieur Dokir, à Jumet, victime d'un accident survenu au chemin de fer, sollicite une indemnité ou une pension.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.</i></p>   |
| 27. | 123.    | <p>Par pétition datée de La Louvière, le 10 décembre 1894,</p> <p>Le sieur Lagneau, à La Louvière, demande la restitution de droits de succession qui auraient été indûment perçus.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i></p>   |

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |  |
|------------------------------|--|--|
| 28.                          | 125.                                     | <p>Par pétition datée de Wasmes, le 10 décembre 1894,</p> <p>Le sieur Joseph Simon, ancien houilleur, à Wasmes, réclame une enquête au sujet d'une action en dommages-intérêts qu'il a intentée à une société industrielle de Flénu.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p>   |
| 29.                          | 126.                                     | <p>Par pétition datée d'Anvers, le 10 décembre 1894,</p> <p>Le président et le secrétaire de la « Chambre de commerce » d'Anvers proposent diverses mesures tendant à relever le port de cette ville.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics.</i></p>  |
| 30.                          | 127.                                     | <p>Par pétition datée de Binche, le 12 décembre 1894,</p> <p>Le sieur Druart, à Binche, demande que les <i>Annales parlementaires</i> renseignent, par une mention figurant à côté du nom de chaque orateur, le parti auquel celui-ci appartient.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Ordre du jour.</i></p>  |
| 31.                          | 133.                                     | <p>Par pétition datée de Saint-Gilles lez-Bruxelles, le 13 décembre 1894,</p> <p>Le Collège des bourgmestre et échevins de Saint-Gilles lez-Bruxelles transmet le vœu émis par le Conseil communal de cette localité de voir admettre, comme bases de la future loi électorale pour la province et la commune, le suffrage universel pur et simple à vingt-et-un ans et la représentation proportionnelle.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 32.                          | 135.                                     | <p>Par pétition datée de Wauthier-Braine, le 7 décembre 1894,</p> <p>Des habitants de Wauthier-Braine exposent qu'en suite d'une enquête, remise de certaine contribution leur fut accordée. Ils se plaignent que cette décision n'ait pas reçu d'exécution.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i></p>  |

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |   |
|------------------------------|--|---|
| 33.                          | 137.                                     | Par pétition datée de Seraing, le 20 décembre 1894,<br>La veuve Dethier, à Seraing, sollicite la mise en<br>liberté de son fils.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i>  |
| 34.                          | 138.                                     | Par pétition datée de Pétigny, le 13 décembre 1894,<br>Des habitants de Pétigny demandent l'abolition du<br>tirage au sort et la création d'une armée de volon-<br>taires. Ils réclament, en outre, la réduction du contin-<br>gent et des charges militaires.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.</i>   |
| 35.                          | 140.                                     | Par pétition datée d'Arlon, le 16 décembre 1894,<br>La veuve Knepper, à Arlon, sollicite un secours.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de fer, Postes et<br/>Télégraphes.</i>  |
| 36.                          | 145.                                     | Par pétition datée de Thuillies, le 18 décembre 1894,<br>Le sieur Préaux, à Thuillies, expose que, en sa qua-<br>lité de tuteur d'une orpheline de dix ans, il est obligé<br>de convertir la moitié de l'héritage de celle-ci, composé<br>d'actions industrielles de grand rapport, en rentes<br>belges et que, de ce chef, sa pupille perdra, jusqu'à sa<br>majorité, la moitié des revenus qu'elle aurait retirés si<br>elle était majeure. Il prie la Chambre de modifier la loi<br>de manière à lui éviter cette perte.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i> |
| 37.                          | 146.                                     | Par pétition datée de Loverval, le 17 décembre 1894,<br>Le sieur Bolle, à Loverval, demande que les <i>Annales<br/>parlementaires</i> soient publiées en français, pour la partie<br>wallonne du pays, et en flamand pour la partie flamande.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi au bureau de la Chambre.</i>  |
| 38.                          | 149.                                     | Par pétition datée d'Othée, le 17 décembre 1894,<br>La dame Corin, épouse Billen, à Othée, réclame l'in-<br>tervention de la Chambre pour obtenir une pension.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i>  |

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |  |
|------------------------------|--|--|
| 39.                          | 153.                                     | <p>Par pétition datée de Vergnies, le 13 décembre 1894,</p> <p>Des électeurs généraux de Vergnies protestent contre la disposition de la loi électorale qui les assujettit à des déplacements multiples et onéreux pour aller voter à Renlies; ils prient la Chambre de prendre les mesures nécessaires pour que dorénavant toute élection quelconque ait lieu au siège de leur commune.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p>   |
| 40.                          | 154.                                     | <p>Par pétition datée de Mons, le 18 décembre 1894,</p> <p>Le gouverneur du Hainaut transmet le vœu émis par le Conseil provincial de voir la Législature s'occuper sans retard de la création de pensions de retraite pour les vieux ouvriers ainsi que de l'établissement d'une loi concernant les accidents du travail.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics.</i></p>   |
| 41.                          | 155.                                     | <p>Par pétition datée de Frameries, le 18 décembre 1894,</p> <p>Le sieur Dieu, ayant cinquante-six années de service dans les travaux souterrains du Couchant de Mons, et le sieur Pierre Harvengt, ayant plus de quarante années de service dans les mêmes travaux et victimes, en 1879, de la catastrophe de l'Agrappe, se plaignent de ne pouvoir obtenir une pension à cause de leur affiliation au cercle Saint-Joseph.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics.</i></p> |
| 42.                          | 156.                                     | <p>Par pétition datée de Frameries, le 18 décembre 1894,</p> <p>La dame Urbain-Crombéenne, à Frameries, se plaint d'être frustrée d'une pension dont jouissait son père et qui était réversible sur elle, et demande une enquête.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics.</i></p>  |

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
43.	157.

Par pétition datée de Soleilmont-Fleurus, le 17 décembre 1894,

Le sieur Drouart, à Soleilmont, se plaint du préjudice que la société du charbonnage du Nord de Gilly cause à son commerce en autorisant son charpentier à vendre de la bière et du tabac aux ouvriers. Il prie la Chambre de faire respecter la loi de 1887 qui défend aux sociétés charbonnières de vendre quelque matière que ce soit aux ouvriers, si ce n'est au prix de revient.

*DÉCISION : Renvoi à MM. les Ministres de la Justice et de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics.*

44.	158.	Par pétition datée de Haccht, le 18 décembre 1894,
-----	------	--

Le sieur Ploegaerts, à Haccht, réclame l'intervention de la Chambre à l'effet d'obtenir de la commune de Grand-Reng l'arriéré qui lui est dû pour l'entretien d'une orpheline et pour que, à l'avenir, il soit payé régulièrement tous les trois mois.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

45.	161.	Par pétition datée de Mons, le 17 décembre 1894,
-----	------	--

Le gouverneur du Hainaut transmet le vœu émis par le Conseil provincial en faveur de l'établissement par l'État de l'assurance ouvrière obligatoire.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics.*

46.	167.	Par pétition datée de Gilly, le 21 décembre 1894,
-----	------	---

La dame Pasquet, à Gilly, prie la Chambre de voter une loi autorisant le Gouvernement à instituer, dans les communes industrielles et charbonnières du district houiller de Charleroi, des commissions arbitrales lorsque celles-ci seraient réclamées par les propriétaires lésés par les travaux souterrains des mines.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics.*

47.	171.	Par pétition datée d'Ostende, le 15 décembre 1894,
-----	------	--

Le sieur Vanhée, canotier, à Ostende, réclame l'intervention de la Chambre auprès du Ministre de

Numéros  
du  
feuilleton,

Numéros  
du registre des  
pétitions.

**L'Intérieur et de l'Instruction publique, à l'effet d'obtenir un secours pécuniaire en remplacement de la médaille qu'il devait recevoir en juillet dernier pour acte de courage et de dévouement.**

**Décision : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.**

